Intervention du Premier ministre, António Costa, lors de la session plénière du Parlement européen Bruxelles, 20 janvier 2021

Présentation des priorités de la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne

LE TEMPS D'AGIR : POUR UNE REPRISE JUSTE, VERTE ET NUMÉRIQUE

Monsieur le président du Parlement européen
Madame la présidente de la Commission européenne,
Mesdames et Messieurs les présidents de groupes politiques
Mesdames et Messieurs les commissaires,
Mesdames et Messieurs les députés,

Avec la pandémie de COVID-19, l'Europe connaît son plus grand défi d'après-guerre. En l'espace de moins d'un an, des familles entières ont été détruites par la perte de près d'un demi-million de vies, et les 27 États membres dans leur ensemble ont été plongés dans une crise économique et sociale dévastatrice.

Cette crise a toutefois démontré la valeur ajoutée de l'Union européenne en termes d'accès de tous les citoyens européens au très

attendu vaccin contre la COVID, de réponse commune et solide à la crise économique et sociale, de garantie de la stabilité financière.

Je tiens ici à saluer le travail sans relâche de la Commission, du Parlement, de la BCE, du président du Conseil européen et des présidences croate et allemande pour apporter réponse européenne à cette crise dramatique.

Le lancement de la campagne de vaccination, l'approbation du cadre financier pluriannuel et le programme Next Generation EU ouvrent une fenêtre d'espoir.

Le Portugal assume donc la présidence du Conseil à un moment décisif pour mettre en œuvre, exécuter et concrétiser les décisions historiques que nous avons prises ces derniers mois.

C'est pourquoi nous avons choisi pour devise LE TEMPS D'AGIR : POUR UNE REPRISE JUSTE, VERTE ET NUMÉRIQUE.

Une devise qui résume bien **les trois principales priorités de la présidence portugaise :**

- La première consiste à promouvoir la **reprise économique et sociale de l'Europe,** dont les transitions climatique et numérique seront le moteur.

- La deuxième consiste à **développer le pilier social** de l'Union européenne, en veillant à ce que cette double transition ne laisse personne pour compte.

- La troisième consiste à **renforcer l'autonomie stratégique d'une Union européenne ouverte au monde**.

La condition première de la reprise c'est la réussite de la campagne de vaccination, sans laquelle un retour en toute sécurité à la normalité au quotidien ne sera pas possible.

Il est essentiel que nous continuions à travailler de manière coordonnée, car il n'y a qu'ensemble que nous parviendrons à vaincre le virus, à rétablir la liberté pleine et entière de circulation et à réaliser tout le potentiel du marché intérieur. Mais aussi l'indispensable solidarité internationale pour l'éradication mondiale de la pandémie, que ce soit chez nos proches voisins, en Afrique ou en Amérique latine.

En parallèle, nous devons mettre à exécution les instruments de reprise économique et sociale.

D'une part, le nouveau **Next Generation EU**.

Pour ce faire, nous devons achever les procédures de ratification de la décision relative aux ressources propres dans tous les États membres, voter au sein de ce Parlement le règlement qui a déjà été adopté et, pour finir, approuver les 27 plans nationaux pour la reprise et la résilience. Parce que nous sommes bien conscients que la reprise individuelle de chaque État membre ne pourra avoir lieu et se raffermir qu'avec la reprise de l'Union dans son ensemble.

D'autre part, nous devons également commencer à mettre en œuvre les **programmes du nouveau cadre financier pluriannuel**, en particulier ceux qui, grâce à la détermination du Parlement européen, ont bénéficié d'un important renfort de fonds comme Horizon Europe, EU4Health ou ERASMUS+, lesquels contribuent tant à asseoir l'esprit européen.

Monsieur le président,
Mesdames et Messieurs les députés,

La lutte contre la pandémie exige de nous une attention maximale, mais cela ne nous permet pas de négliger les défis stratégiques qui étaient et qui restent les nôtres aujourd'hui.

C'est pour cela que **la relance européenne doit avoir pour moteur les transitions climatique et numérique.**

Nous sommes en situation d'urgence sanitaire, mais nous faisons toujours face à une situation d'urgence climatique. Nous avons une planète à protéger et nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de perdre plus de temps. Le Pacte vert pour l'Europe doit être mis en œuvre de toute urgence. La lutte contre le changement climatique doit être un objectif transversal de toutes les politiques de l'Union. **À commencer par l'approbation de la nouvelle Loi sur le climat, que je considère comme l'un de nos principaux objectifs politiques.** Nous sommes prêts à poursuivre le travail qu'il reste à accomplir avec vous, Mesdames et Messieurs les députés, en vue d'obtenir un accord politique de ce Parlement dans les meilleurs délais.

Cette décennie est décisive. Elle exige un surcroît d'efforts et d'ambition dès lors que nous voulons tenir notre promesse d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Mais cette décennie est aussi la décennie de l'Europe numérique. Une journée sans miser sur le numérique, c'est une journée de perdue dans cette course mondiale exigeante où l'Europe doit figurer en première ligne.

À cet égard, **nous accorderons une attention particulière au nouveau paquet relatif aux services numériques** récemment proposé par la Commission en tant qu'instrument législatif clé pour la protection des droits individuels et de la souveraineté démocratique et pour accroître la

concurrence sur le marché numérique en stimulant l'esprit d'entreprise et la créativité.

En résumé, **la reprise ne peut se limiter à répondre aux besoins du présent par des mesures conjoncturelles, mais par des investissements et des réformes qui nous permettront de sortir de la crise plus résilients, plus verts et plus numériques.**

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs les députés,

Les transitions climatique et numérique sont des transformations sociétales cruciales, inéluctables et prometteuses. Mais elles suscitent les craintes de nombreuses PME et de millions de travailleurs européens. Les entreprises ont peur de perdre leur compétitivité ou de ne pas arriver à accompagner l'effort de modernisation ; les travailleurs s'inquiètent de l'avenir du travail, de leur emploi, des nouvelles formes de travail, de l'évanouissement de droits durement conquis.

Par conséquent, conformément au rapport du Parlement européen « Une Europe sociale forte pour des transitions justes », notre deuxième priorité consiste à réaliser le pilier social de l'UE comme

socle de la confiance à l'égard des transitions climatique et numérique.

Pour cela, il nous faut :

- renforcer les qualifications – *new skills, upskilling, reskilling* – afin que nos citoyens soient les acteurs et non les victimes de ces transitions ;
- investir davantage dans l'innovation afin d'accroître la compétitivité de nos entreprises ; et
- renforcer la protection sociale afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte.

L'évènement phare de notre présidence sera précisément le Sommet social que nous allons organiser en mai à Porto avec les partenaires sociaux, la société civile, les présidents des instituions et les États membres.

L'objectif principal de ce sommet est de **donner une impulsion politique forte au plan d'action que la Commission présentera** en mars et qui incarne l'ambition exprimée par nos citoyens de mettre en pratique les 20 principes généraux proclamés à Göteborg.

Ici non plus, il n'y a pas de temps à perdre. Ici aussi, il est temps d'agir. Le développement du pilier social est fondamental pour amener les Européens à avoir confiance dans le fait que les bouleversements que

nous traversons ne constituent pas une menace mais, au contraire, une opportunité.

Les populismes qui minent nos démocraties se nourrissent de la peur. Faire du pilier social une réalité est donc le meilleur vaccin contre les inégalités, la peur et le populisme.

Enfin, notre **troisième priorité** consistera, comme je l'ai déjà dit, à renforcer l'**autonomie stratégique d'une Union européenne ouverte au monde**.

Comme l'a montré cette pandémie, l'Europe ne peut être totalement dépendante de tiers pour son approvisionnement en biens essentiels, ni de chaînes de valeur si étendues qu'elles présentent un risque élevé d'interruption.

Nous devons donc renforcer notre autonomie stratégique. C'est un débat très exigeant car il renvoie à la fois à la politique industrielle, à la politique de la concurrence et à la politique commerciale.

Mais cela **ne peut signifier une dérive protectionniste, ni des promesses mirifiques de « champions européens »** remettant en cause l'énorme avantage compétitif d'une économie basée sur la capillarité de notre tissu de PME et du système de R&D&I qu'il convient d'articuler, de valoriser et d'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales, ce à quoi,

nous l'espérons, devrait contribuer la stratégie industrielle révisée que la Commission va présenter.

Enfin, **le renforcement de l'autonomie stratégique signifie une Europe qui se positionne en tant qu'acteur mondial** et promouvant, comme nos citoyens nous le demandent, les normes sociales et environnementales qui nous distinguent et dont nous sommes fiers.

Nous voulons naturellement continuer à renforcer nos **partenariats de voisinage** à l'est et au sud, ainsi que notre **partenariat stratégique avec le continent africain** et nos relations transatlantiques avec le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Amérique latine.

Le **Royaume-Uni**, nouveau voisin et vieil allié, continuera à être un partenaire important pour l'Union européenne et mérite bien sûr une attention particulière. Nous attendons avec impatience que le Parlement européen approuve l'accord de commerce et de coopération conclu la veille de Noël, et nous continuerons à travailler à la définition d'un cadre global pour nos relations futures.

Et en ce jour où le président Joe Biden va prendre ses fonctions, je ne peux que lui adresser tous mes vœux de franc succès au cours de son mandat et souligner la nécessité de renouer les liens avec les **États-Unis**, notamment dans les domaines du climat, de la lutte contre la COVID-19,

de la défense du multilatéralisme, de la sécurité, du commerce, et aussi du numérique.

En ce qui concerne la région Indo-Pacifique, notre présidence s'attachera à promouvoir un partenariat plus étroit et plus stratégique entre les deux plus grandes démocraties du monde, l'Union européenne et l'Inde. Nous accueillerons un **Sommet UE-Inde** à Porto en mai, axé sur la coopération dans les domaines du numérique, du commerce et des investissements, des produits pharmaceutiques, de la science et de l'espace.

Enfin, un dernier mot concernant une question figurant au cœur des relations de l'Europe avec le monde : les migrations.

Nous sommes conscients des différentes sensibilités existantes. Les migrations sont une réalité depuis que les êtres humains existent sur terre. Et elles le resteront aussi longtemps que l'espèce humaine parviendra à survivre. Il est également indéniable que leur gestion nécessite une action européenne commune. Nous devons donc **poursuivre notre travail autour du nouveau pacte sur la migration et l'asile**, en tâchant de trouver le juste équilibre entre ses dimensions internes et externes, sans oublier non plus la migration légale.

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs les députés,

Il est temps d'agir pour la campagne de vaccination.

Il est temps d'agir pour la reprise économique et sociale.

Il est temps d'agir pour développer le pilier social.

Il est temps d'agir pour renforcer l'autonomie stratégique d'une Union européenne ouverte sur le monde.

Mais il est aussi temps d'agir pour l'avenir de l'Europe.

Partager le même toit, partager les mêmes valeurs ne veut pas nécessairement dire renoncer à notre identité, ni à la liberté de chacun de faire ses propres choix. L'avenir de l'Europe n'est compatible avec aucune pensée unique quelle qu'elle soit.

Et il existe aujourd'hui différentes visions de l'Union que nous sommes et que nous voulons être. Nous ne pouvons les ignorer et devons les assumer, sans drame et avec courage, en restant fidèles à la devise d'une Europe « Unie dans la diversité ».

C'est pourquoi nous avons besoin de la **Conférence sur l'avenir de l'Europe**, en tant qu'espace de débat entre les États membres et avec nos citoyens sur l'Union que nous voulons bâtir ensemble pour l'avenir.

La conférence doit être centrée sur les aspirations et les inquiétudes des citoyens, et non sur les problèmes des institutions.
La conférence doit être axée sur les politiques et les réponses communes aux défis stratégiques auxquels nous devons faire face dans un monde de moins en moins eurocentrique.

En tant que présidence du Conseil, nous ferons tout notre possible pour que la conférence puisse débuter le plus rapidement possible et que nous puissions avoir un débat ouvert et instructif basé sur une ample participation.

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs les députés,

Ce sont ces valeurs qui ont mis le Portugal sur la voie de l'Europe.
Ce fut la volonté de consolider la démocratie retrouvée, de pouvoir partager un espace commun de liberté, de sécurité, de paix et de prospérité, après 48 ans de dictature, la plus longue de l'Europe du XXe siècle. Pour cette même raison, nous avons pleinement conscience que le respect de l'État de droit est un préalable nécessaire de l'appartenance à l'Union européenne, et nous poursuivrons au cours de notre présidence du Conseil les procédures en cours dans ce domaine.

Les défis qui nous attendent sont immenses. Mais sur la base du travail accompli par la Commission, le Parlement et le Conseil, je pense que nous sommes maintenant tous mieux préparés pour venir à bout de la pandémie, pour surmonter cette crise sans précédent et pour bâtir ensemble un avenir meilleur.

C'est pour cela que nous assumons cette présidence avec une devise très claire : **Le temps d'agir : pour une reprise juste, verte et numérique.**

Merci beaucoup.